



# VILLE D'ETRETAT

## SEINE - MARITIME

### EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

**Objet : Arrêté municipal permanent portant sur la réservation d'un stationnement pour le véhicule de la police municipale rue Aristide Briand face au Poste de Police Municipale**

**468/2024**

Nous, André BAILLARD, Maire de la Ville d'ETRETAT,

VU :

- Le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-24, L.2211-1, L.2212-1 L.2212-2 et L.2213-4,
- Le code de la route et notamment son article L 411-1 relatif aux pouvoirs de Police du Maire en matière de circulation routière
- Le code de la voirie routière.
- Le code pénal notamment l'article R.610-5

**CONSIDERANT** que le Maire est l'autorité de police en matière de circulation et de stationnement dans la commune d'Etretat

**CONSIDERANT** que le Maire peut réserver des emplacements destinés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules affectés à un service public

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de réserver une place de stationnement pour le véhicule de la Police Municipale aux droits du poste de Police afin de faciliter des départs sur interventions

**CONSIDERANT** que le véhicule de la Police Municipale ne peut rester stationné sur le domaine public sans surveillance des actes de malveillance ;

### **- ARRETONS -**

**ARTICLE 1** : Une place de stationnement sera réservée exclusivement au véhicule de la Police Municipale au droit de leur local situé rue Aristide Briand.

**ARTICLE 2** : Tout stationnement sur les emplacements mentionnés à l'article 1 du présent arrêté fera l'objet d'un procès-verbal.

Tous véhicules laissés en stationnement gênant conformément aux dispositions prises dans le présent arrêté seront susceptibles d'être enlevés et mis en fourrière, aux frais des contrevenants, outre les amendes encourues.

**ARTICLE 3** : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5** : Monsieur le Maire d'Etretat, la Police Municipale et les services de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Etretat, le 29 novembre 2024,  
Le Maire,

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'J. M.', written over a circular official seal. The seal is for the 'MAIRE D'ETRETAT' of 'Seine Maritime'. It features a central emblem with a lighthouse and a star, surrounded by the text 'MAIRE D'ETRETAT' at the top and 'Seine Maritime' at the bottom, with two small stars on either side of the central emblem.